



Bachar al-Assad : le plus important est la reconstruction des esprits pollués par l'idéologie wahhabite

Par [DR Bachar al-Assad](#)

Mondialisation.ca, 21 janvier 2017

[Chaîne japonaise TBS / Sana](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Entrevue accordée par le Président syrien à la chaîne japonaise TBS [Texte intégral]

Question 1 : Merci, Monsieur le Président, pour nous avoir offert l'opportunité de connaître votre point de vue sur ce qui se passe en Syrie et l'avenir de ce pays. Ma première question : maintenant que la rencontre d'Astana approche, que cherchez-vous et qu'en attendez-vous ?

Le président Al-Assad : Tout d'abord, vous êtes les bienvenus à Damas et je suis heureux de m'adresser au public japonais, pour la première fois, depuis le début de cette guerre sur la Syrie. Nous n'avons pas d'attentes, disons que nous avons l'espoir qu'Astana devienne une plateforme de dialogue entre les différentes parties syriennes sur tous les sujets. Mais je pense qu'au tout début, elle se concentrera plus particulièrement sur le cessez-le-feu en différents endroits, afin de protéger des vies et permettre à l'aide humanitaire d'atteindre les différentes régions du pays. Ce sera, ainsi que nous le voyons, la priorité.

Il n'est pas clair qu'elle puisse porter sur un quelconque sujet politique, car il n'est pas encore clair qui va y participer. Jusqu'ici, il s'agit de discussions entre le gouvernement et les groupes terroristes pour établir le cessez-le-feu et permettre à ces groupes terroristes de rejoindre le « processus des réconciliations » ; ce qui signifie, renoncer à leurs armes et bénéficier de l'amnistie du gouvernement. C'est la seule chose que nous pouvons en attendre pour le moment.

Question 2 : Et, acceptez-vous que des discussions sur la formation d'un gouvernement de transition aient lieu au cours de cette rencontre ?

Le président Al-Assad : Tout ce qui sera discuté devra être fondé sur la Constitution, parce qu'elle n'est pas liée à des discussions entre gouvernement et opposition, ou entre gouvernement et groupes terroristes; mais à chaque citoyen qui a le droit de définir l'avenir de la Syrie. Dans notre Constitution, il n'y a rien qui corresponde à un gouvernement de transition, mais la possibilité d'un gouvernement régulier, composé de représentants des différents partis et des différentes entités politiques, que nous qualifions de « Gouvernement d'union nationale ». Par conséquent, oui, il est ouvert à quiconque voudrait y entrer, qu'il appartienne à un parti de l'intérieur ou de l'extérieur de la Syrie. C'est notre position. Plus tard, et à partir d'un tel gouvernement, il sera possible de parler d'élections

législatives ou parlementaires aboutissant à la formation d'un nouveau gouvernement, fondé sur les résultats de ces élections.

Question 3 : Le nouveau président des États-Unis, M. Donald Trump, sera bientôt investi dans ses fonctions. Qu'attendez-vous de lui ? Qu'espérez-vous comme changement politique à cette occasion ?

Le président Al-Assad : Comme vous le savez, la plupart des présidents américains étaient issus des milieux politiques ou avaient occupé des postes politiques. Ce n'est pas son cas. Et, si vous lisez les médias, dont les médias américains, il est considéré comme imprévisible parce qu'ils en connaissent peu sur sa vision. La seule chose sur laquelle nous pouvons fonder notre jugement est son discours durant sa campagne pour la présidence, d'où vous pouvez retenir ce qui est bon pour nous et notre priorité d'aujourd'hui : combattre le terrorisme.

Le président Trump a dit que sa priorité était de combattre l'EIL. C'est évidemment l'un des aspects du terrorisme, l'une des organisations terroristes. Or, lorsque vous parlez de l'EIL, vous devez aussi parler d'Al-Nosra et, maintenant, de tant d'autres groupes affiliés à Al-Qaïda présents en Syrie. Mais je pense qu'en parlant de l'EIL, il faisait du terrorisme sa priorité. Par conséquent, nous attendons et nous espérons que la prochaine administration mettra vraiment à exécution cette partie de son discours et aidera ainsi non seulement la Syrie car, aujourd'hui, le terrorisme n'est plus un problème syrien, mais le problème du Moyen-Orient et du monde. Nous espérons que cette nouvelle administration contribuera sincèrement à forger une vraie alliance pour combattre les terroristes dans la région, alliance dans laquelle la Syrie sera évidemment en première ligne.

Question 4 : J'ai lu une entrevue dans laquelle vous avez parlé des lobbies à Washington DC. Ils sont entrain d'empêcher le changement de politique. C'est ce que vous pensez ?

Le président Al-Assad : Il est très clair que de grands médias, différentes institutions et différents lobbies se combinent pour empêcher tout changement qui nuirait à leurs propres intérêts, une politique destructrice que nous observons depuis au moins 17 ans. Depuis l'arrivée de George Bush au pouvoir en 2000, les États-Unis ne font visiblement, que lancer des guerres directes ou par procuration ; ces compagnies, lobbies et médias y trouvant des intérêts financiers dans la plupart des cas. Aujourd'hui, il est évident qu'ils mettront des obstacles pour empêcher toute politique du nouveau président orientée dans le sens de la lutte contre le terrorisme, le respect de la souveraineté d'autres pays et même la détente dans le monde, via de bonnes relations avec la Russie ou avec toute autre grande puissance comme, par exemple, la Chine.

Question 5 : Dans le cadre de la lutte contre ledit « État islamique », cherchez-vous une coordination avec des acteurs tels la Turquie, les Kurdes et les USA ?

Le président Al-Assad : Tout d'abord et pour rester transparent, l'EIL a été créé sous la supervision des États-Unis en 2006. À l'époque il était confiné en Irak et était désigné par « État islamique ». Ce n'est qu'avec le conflit en Syrie qu'il est devenu l'« État Islamique en Irak et au Levant » ou EIL [Daech].

C'est alors que la Turquie s'est chargée de le parrainer pour exploiter les champs pétrolifères syriens, exporter le pétrole et ainsi obtenir de quoi financer et armer encore plus de terroristes. La Turquie a donc été directement impliquée dans la contrebande de

pétrole et Erdogan, lui-même, est le complice de Daech. Par conséquent, nous ne pouvons pas espérer un vrai combat contre l'EIL de la part de la Turquie ou des États-Unis.

L'exemple le plus frappant est la reprise de Palmyre par les éléments de Daech, il y a quelques semaines. Ils sont arrivés par le désert sous la surveillance des drones américains. Aujourd'hui, au moment où nous parlons, Daech mène des attaques sur Deir ez-Zor à l'Est de la Syrie, et les Américains ne font rien pour l'arrêter.

Ladite « Coalition internationale contre le terrorisme » opère depuis plus d'une année et demie. Elle n'a rien accompli, parce que les États-Unis ne sont pas sérieux. Quant à la Turquie, Erdogan est un « Frère Musulman », instinctivement proche et sympathisant de l'EIL et d'Al-Qaïda parce qu'ils partagent la même idéologie. Il ne peut s'en éloigner. Il tente quelques manœuvres pour montrer qu'il est contre les terroristes de l'EIL et du Front al-Nosra mais, en réalité, soutient quotidiennement ces deux organisations, soutien sans lequel elles ne peuvent pas survivre.

Question 6 : À Alep et ailleurs, vos Forces et les Forces armées russes ont été critiquées pour bombardements aériens des zones résidentielles, des quartiers et des hôpitaux. Diriez-vous que ces tragédies humaines étaient inévitables pour libérer Alep ?

Le président Al-Assad : En réalité, les pays qui ont accusé la Russie et la Syrie de commettre ces crimes ou d'autres, sont les mêmes pays qui ont soutenu les terroristes, en commençant par les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Turquie, le Qatar, l'Arabie saoudite et leurs semblables. Ceux-là qui ont soutenu les terroristes directement, à travers les médias et leurs politiques ou par l'envoi d'armes, d'argent et toute sorte de soutien logistique n'ont pas le droit de pleurer sur les civils syriens, car c'est à cause d'eux que ces civils et qu'un peuple innocent ont été assassinés au cours des six dernières années. C'est le premier point.

Deuxièmement, de par notre Constitution, la loi et la morale, notre rôle de gouvernement est de libérer les citoyens syriens des terroristes. Est-il possible que quelqu'un s'attende à ce qu'un gouvernement qui voit n'importe quelle région de son pays contrôlée par des terroristes qui tuent des gens, qui détruisent tout, imposent leur idéologie haineuse à tout un peuple -l'idéologie wahhabite- regarde sans réagir ?

Si vous voulez parler des victimes, bien sûr que toute guerre fait des victimes et que toute guerre, quelle qu'elle soit, est une mauvaise guerre avec du sang et des morts. Vous ne pouvez pas parler d'une bonne guerre, c'est évident. Et si vous devez recourir à la guerre pour lutter contre le terrorisme, vous aurez des victimes, malheureusement. Nous avons fait de notre mieux pour l'éviter, mais ceux qui ont pleuré sur les civils, ont-ils présenté des preuves attestant que la Syrie ou la Russie, tuaient des civils ?

L'autre question est comment un gouvernement peut-il moralement tuer son propre peuple ? Et aussi, si nous tuons notre propre peuple, les civils, comment pouvons-nous résister six ans en tant que gouvernement, Armée et Président ? Ce n'est pas logique. Ce n'est pas réaliste. Nous sommes là parce que nous avons le soutien du peuple. Mais en fin de compte, comme je l'ai dit, il y a toujours des victimes, et nous espérons que nous pourrions vraiment mettre fin à cette guerre dès que possible; C'est la seule façon d'arrêter l'effusion du sang syrien.

Question 7 : Vos Forces ont été soupçonnées d'avoir utilisé des bombes contenant du chlore

gazeux. Le nieriez-vous ?

Le président Al-Assad : Vous parlez d'armes chimiques, c'est-à-dire de l'usage d'armes pouvant tuer des milliers de gens en peu de temps, ce qui n'a pas été le cas en Syrie depuis le début de la crise. Le plus important est qu'en tant que gouvernement, c'est d'un point de vue moral que vous ne le feriez pas. Comme je viens de le dire, vous ne tueriez pas votre propre peuple. Vous n'utiliserez pas d'armes de destruction massive contre votre propre peuple. Troisièmement, ce qui est plus important encore est qu'en 2013, nous avons signé le traité d'interdiction des armes chimiques et renoncé à notre arsenal. Depuis 2013, nous ne disposons plus d'armes chimiques.

En fait, ce sont les terroristes qui ont utilisé ce type d'armement, une première fois, en 2013. Et, au printemps 2013, nous avons demandé aux Nations Unies d'envoyer une délégation pour enquête, mais les Américains l'ont bloquée parce qu'ils savaient que si la délégation venait en Syrie, elle trouverait la preuve concrète que les terroristes ont utilisé du chlore gazeux contre nos soldats. Aussi, je nierai absolument ce discours qui reflète le récit occidental et fait partie de la diabolisation du gouvernement syrien et de l'Armée syrienne.

Question 8 : Il y a des millions de réfugiés, de personnes déplacées dont des enfants en bas âge, et des centaines de milliers de morts. Comment voyez-vous votre responsabilité en tant que président ?

Le président Al-Assad : Quand vous parlez des réfugiés, vous parlez d'une tragédie, surtout lorsqu'il s'agit des enfants, des jeunes et des moins jeunes, qui n'ont rien à voir avec cette guerre. Ils n'ont aucune affiliation et sont innocents, mais ce sont eux qui paient le prix avant tous les autres. Vous parlez donc d'une tragédie que nous vivons au quotidien ; ce qui, en tant que gouvernement, nous incite à faire de notre mieux pour nous débarrasser des terroristes qui ont créé ce problème et ramener la paix et la stabilité en Syrie.

C'est la question que posent les Syriens au Président. Mais bien que vous compatissiez aux souffrances de tous les Syriens du fait de cette guerre, leur question n'a pas de rapport avec ce que vous ressentez, mais avec ce que vous allez faire. Quand allez-vous vous débarrasser de ces terroristes ?

Et l'aspect le plus important que beaucoup ignorent, en Occident et dans le monde, est qu'une partie du problème des réfugiés n'est pas seulement liée aux terroristes eux-mêmes. Il est lié à l'embargo infligé au peuple syrien par l'Occident et ses alliés. Il n'a pas eu d'effet sur le gouvernement, il a affecté la vie de chaque citoyen syrien. D'où les réfugiés qui se retrouvent à l'étranger, non seulement à cause de la menace des terroristes, mais aussi parce que les besoins fondamentaux d'une vie normale ne sont plus disponibles, qu'il s'agisse de nourriture, d'éducation, de soins médicaux et de n'importe quoi d'autre. Ils ont dû quitter pour trouver, quelque part ailleurs, le minimum vital que tout un chacun recherche.

Question 9 : Dans ce cas et dans le cadre du processus de rétablissement de la paix, considèreriez-vous votre démission comme une option, si vous pensez qu'elle est nécessaire à la réconciliation ?

Le président Al-Assad : La démission ou le maintien du Président est une question nationale qui concerne chaque Syrien, car en Syrie il est élu au suffrage universel direct. Ce n'est

donc pas un droit du gouvernement ou de l'opposition, c'est le droit de chaque Syrien.

Quiconque veut que le Président quitte le pouvoir, peut s'exprimer par la voie des urnes. Donc, non, ce n'est pas un sujet dont nous discutons avec l'opposition ou un pays étranger. Il s'agit d'une question syrienne liée à la Constitution. Des élections à la date prévue ou anticipées -qui ne sont pas sur la table actuellement- sont la seule manière de dire si je dois partir ou non.

Encore une fois, je ne suis pas la raison du problème. En tant que Président, je dois aider mon pays pendant cette crise, non fuir et m'échapper en laissant les gens se débrouiller. Non, ce n'est pas la solution. En période de crise, le Président doit tenir la barre. Une fois la crise terminée, il ferait savoir s'il souhaite rester ou partir. Et c'est là que le peuple syrien lui répondrait par un oui ou par un non : vous devez partir, nous ne voulons plus de vous.

Question 10 : Qu'attendez-vous du Japon ? Quel rôle espérez-vous qu'il joue pour la restauration de la paix et la reconstruction de la Syrie ?

Le président Al-Assad : Permettez-moi d'être franc avec un hôte japonais en Syrie. Depuis notre indépendance et le début des relations entre nos deux pays il y a des décennies, le Japon a joué un rôle vital et très important dans le développement de différents pays, y compris la Syrie, en soutenant les infrastructures, etc. Il est toujours resté impartial quant aux différentes questions du Moyen-Orient et a toujours respecté le droit international, jusqu'au début de cette crise.

Pour la première fois, le Japon a rompu avec cette politique en déclarant que le président syrien devrait partir. La question est : cette déclaration, est-elle fondée sur les valeurs et la morale du peuple japonais ? Certainement pas. La moralité rigoureuse des citoyens japonais en la matière est de notoriété publique. Est-elle fondée sur le droit international ? Non, nous sommes un pays souverain, nous sommes un pays indépendant, personne au monde n'a le droit de nous dire qui devrait rester et qui devrait partir. Malheureusement, cette déclaration s'alignait sur la politique américaine et occidentale.

Et puis, le Japon a rejoint l'embargo sur la Syrie alors qu'il aidait le peuple syrien. L'embargo sur le peuple syrien est-il lié à quoi que ce soit concernant les intérêts du peuple japonais, ses valeurs, ses lois, sa Constitution ou quoi que ce soit d'autre ? Je ne le pense pas.

Par conséquent, comment le Japon pourrait-il jouer ce rôle alors qu'il n'a même pas d'ambassade en Syrie et ne sait même pas ce qui s'y passe. En fait, politiquement, les Japonais sont aveugles comme tant de pays occidentaux qui n'ont plus aucune relation avec notre gouvernement ou notre pays. Ils ne peuvent donc jouer aucun rôle parce qu'ils ne sont pas au courant de ce qui se passe et que leurs informations viennent des pays occidentaux, ce qui nous paraît absurde.

Reconstruction de la Syrie ? Vous ne pouvez pas parler de reconstruction alors que vous imposez un embargo. Vous ne pouvez pas me donner la nourriture d'une main et la reprendre de l'autre. Il s'agit de politiques. Les Japonais doivent revenir au droit international, nous sommes un pays souverain. Ils ont toujours respecté la Syrie et nous attendons d'eux qu'ils reviennent vers la ligne qui a distingué le Japon de la plupart des pays du monde.

C'est là que le Japon peut certainement aider les Syriens, jouer un rôle important en ce qui

concerne la paix, l'arrêt de l'hémorragie et la reconstruction de la Syrie. La plupart des réfugiés n'ont pas besoin de quelqu'un qui leur dise « vous êtes les bienvenus » en Allemagne, en France ou ailleurs. Ils veulent retourner dans leur pays. Ils ne veulent pas que vous les aidiez là-bas, ils veulent que vous les aidiez ici. C'est ainsi que nous voyons le rôle du Japon à l'avenir. Nous espérons qu'il redeviendra le Japon que nous avons connu par le passé.

Le journaliste : Comme vous le savez, le Japon a de l'expérience en matière d'urbanisme et a joué un rôle dans la construction de la nation il y a soixante-dix ans. Il pourrait vous conseiller pour sa reconstruction.

Le président Al-Assad : Certainement. Nous espérons.

Question 11 : Comme vous le savez, le journaliste japonais Jumpei Yasuda, un journaliste compétent qui est aussi mon ami, a été capturé en Syrie en juin 2015. Avez-vous des informations sur sa situation ?

Le président Al-Assad : Jusqu'ici, non, nous n'avons aucune information à son sujet. Nous en sommes désolés. En tant que Syriens, nous sommes ceux qui peuvent comprendre les sentiments de sa famille. Nous avons tant de disparus par la faute de cette guerre. Si j'ai la moindre information, je vous la communiquerai.

Le journaliste : Il a été pris en otage par le Front al-Nosra.

Le président Al-Assad : Je pense que ceux qui pourraient aider en matière d'informations sont les Turcs, parce qu'ils sont les superviseurs du Front al-Nosra et doivent avoir toutes les informations en sa possession, par le biais de leurs services de renseignement et de leur gouvernement.

Le journaliste : Le gouvernement japonais a-t-il contacté votre gouvernement ?

Le président Al-Assad : Malheureusement, non. Il n'y a eu aucun contact entre nos deux gouvernements et sur aucun sujet, y compris ce journaliste, qui est finalement un citoyen japonais.

Question 12 : Vous avez défini le rôle japonais à travers son rôle de membre de la Coalition des États-Unis. Vous le pensez ?

Le président Al-Assad : En Syrie ?

Le journaliste : Oui.

Le président Al-Assad : La question est : qu'est ce que cette Coalition a pu accomplir ? En réalité : rien ! L'EIL était en expansion depuis le début de ses frappes aériennes, qui ont été plutôt cosmétiques. En toute franchise, ce n'est que lorsque les Russes sont intervenus fin septembre 2015, que l'EIL a commencé à rétrécir. Cette coalition n'a rien accompli, sinon tuer des soldats syriens qui combattaient l'EIL, détruire les infrastructures que les Syriens ont construit depuis l'indépendance, ces soixante-dix dernières années. Et ceci quel que soit le secteur : champs pétrolifères, raffineries, ponts, écoles... Tout a été détruit par cette Coalition. C'est sa seule réalisation, malheureusement.

Question 13 : Combien de temps vous faudra-t-il pour reconstruire le pays ? Quel est votre

calendrier ?

Le président Al-Assad : Nous n'avons pas attendu la fin de la crise. Nous avons travaillé les plans et nous avons commencé par les banlieues détruites autour de Damas et maintenant nous planifions pour Alep et d'autres villes, afin de les reconstruire d'une manière moderne. Nous n'avons pas attendu et nous n'allons pas attendre. Nous pouvons commencer de suite, car le peuple syrien est déterminé à reconstruire le pays.

Nous avons bâti la Syrie. La Syrie n'a pas été bâtie par des étrangers. Nous l'avons fait avec nos ingénieurs, notre labeur, nos ressources et l'aide technique, mais non financière, de quelques amis. Nous pouvons donc la reconstruire. Cela prendra du temps parce qu'il faudra beaucoup d'argent. Chaque Syrien reconstruira sa maison selon ses moyens, même limités. Puis, il y a les réfugiés et les expatriés, dont certains aisés qui veulent revenir. Il y a le soutien de nos amis en Russie, en Chine, en Iran. D'autres pays ont commencé à en discuter et nous proposent leur aide financière.

Des ressources existent et il faudra du temps, mais le plus important est que vous ayez la capacité de reconstruire votre pays. Nous ne sommes pas inquiets à ce sujet. Ce qui nous préoccupe, c'est comment reconstruire l'esprit des gens qui ont été sous le contrôle de l'EIL et d'Al-Nosra pendant de nombreuses années.

Comment reconstruire les esprits pollués par instillation de l'idéologie wahhabite ou haineuse, comme je vous l'ai décrite. Des gens qui ont vu la mort et les meurtres, des meurtres commis parfois par de jeunes enfants sur des adultes innocents. Comment reconstruire et réhabiliter ces esprits ? C'est notre plus grande préoccupation de l'après-crise.

Journaliste : Merci. Merci beaucoup.

Le président Al-Assad : Merci à vous.

Dr Bachar Al-Assad

Président de la République arabe syrienne

20/01/2017

Source : SANA [Syrian Arab News Agency]

Texte original en anglais

<http://sana.sy/en/?p=98592>

Vidéo

<https://www.youtube.com/watch?v=pieZO1jRc5w>

Traduit par Mouna Alno-Nakhal pour [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)

La source originale de cet article est [Chaîne japonaise TBS / Sana](#)
Copyright © [DR Bachar al-Assad](#), [Chaîne japonaise TBS / Sana](#), 2017

Articles Par : [DR Bachar al-
Assad](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca